



AVR



2018

Une perspective à moyen terme

# L'AVENIR POLITIQUE DE L'EUROPE

FRÉDÉRIC MÉRAND - CERIU  
DOCUMENT DE TRAVAIL

POR

Foreign Policy  
Research

Recherche sur les  
Politiques étrangères



## INTRODUCTION

En 2018, le pronostic pour l'Union européenne est meilleur qu'il n'a été depuis dix ans. Au moment d'écrire ces lignes, un nouveau gouvernement Merkel prend place en Allemagne qui, comme celui d'Emmanuel Macron, met l'approfondissement de l'Union européenne au sommet de ses priorités. La Grèce s'apprête à sortir du programme d'ajustement qui lui est imposé depuis 2010 et l'implosion de la zone euro semble écartée. Le Brexit semble se retourner contre ses instigateurs, en position de faiblesse face aux 27 plus unis qu'on ne l'aurait cru. Surtout, la croissance économique est de retour. La plupart des indicateurs suggèrent que, sauf choc exogène, la « longue crise européenne » peut s'achever.

En même temps, la victoire en Italie du parti anti-système Mouvement 5 étoiles et le succès croissant de l'extrême-droite dans la plupart des pays européens rappellent que l'Europe est traversée par un profond malaise qui mine sa stabilité politique et ses perspectives économiques. Aucun consensus ne se dégage qui permette d'imaginer un saut qualitatif dans la gestion de la migration ou la gouvernance économique à l'échelle européenne. Et les difficultés à négocier le Brexit laissent entrevoir un accroissement possible de la tension entre les États européens qui ne serait pas de nature à renforcer l'influence du continent dans le monde.

Ce rapport identifie les quatre principales forces et tendances politiques susceptibles d'influencer l'avenir de l'Union européenne au cours des cinq prochaines années : le Brexit, la différenciation de l'intégration, le « dissensus contraignant » et la politisation. Nous nous concentrons sur les années 2018-2023, une période charnière qui verra se cristalliser des dynamiques institutionnelles qui, à leur tour, façonneront l'avenir à plus long terme de l'UE. Nous prenons comme postulats de départ que l'Allemagne et la France demeureront les principaux moteurs de la politique européenne et que les institutions de l'UE ont démontré leur solidité face à d'importants chocs externes et internes. Nous excluons de notre analyse la possibilité d'un conflit militarisé ou d'une grave détérioration de la situation économique à l'échelle mondiale, qui viendraient évidemment remettre en cause ces postulats et les hypothèses qui suivent.

Nous ne nous penchons pas non plus sur les tendances à long terme affectant l'Europe, soient une évolution démographique modérée voire

négative dans un contexte où les politiques sociales deviendront plus difficiles à soutenir, une augmentation de la migration et de la diversité des sociétés européennes, une croissance modeste dans un contexte d'économie mature, un environnement détérioré qui forcera les Européens à faire des choix difficiles en matière énergétique, et une révolution technologique qui ne proviendra probablement pas du continent européen.



**LE BREXIT &  
L'EUROPE**

SEC  
**1**  
TION

## DE L'ARCHITECTURE CONTINENTALE

Le référendum britannique du 23 juin 2016 est probablement l'événement qui a le plus inquiété les observateurs de l'actualité européenne depuis la réunification allemande. Comme la fin de la Guerre froide, le Brexit transformera la morphologie de l'Union européenne, lui retirant 15% de sa population, le Royaume-Uni étant la première puissance militaire et la deuxième puissance économique de l'ensemble auquel il n'appartiendra plus en mars 2019.

Même si la perspective d'une nouvelle entente globale entre le Royaume-Uni et l'UE semble peu probable d'ici l'échéance prévue, laissant place à un accord transitoire, les cinq prochaines années devraient permettre d'identifier les principaux effets politiques du Brexit sur le Royaume-Uni, l'UE et l'architecture du continent européen.

Sur le plan national, la question est de savoir si le Royaume-Uni sortira pleinement souverain ou simplement affaibli de cette épreuve. Le chaos politique qui a suivi le référendum a donné l'image d'une démocratie dysfonctionnelle allant à l'encontre d'une représentation, largement partagée jusqu'alors, de la stabilité du système politique britannique et du pragmatisme de ses dirigeants. On ne peut pas savoir combien de temps cette période de transition durera, mais elle a d'ores et déjà enterré l'idée, entretenue par les élites britanniques pendant le référendum et même après, selon laquelle Londres aurait le gros bout du bâton dans ses négociations avec Bruxelles. Il est probable que les négociations mèneront à des compromis de part et d'autre. Mais dans une relation d'interdépendance asymétrique, il ne faut pas s'attendre à ce que le plus dépendant (sur le plan économique) l'emporte (Rhodes 2016).

Dans les semaines, voire les mois, qui ont suivi le référendum, nombreuses furent les voix clamant que le retrait du Royaume-Uni porterait un coup fatal à l'UE puisqu'il serait suivi du Nexit (Pays-Bas), d'un Dexit (Danemark) et même d'un Frexit (France)... Au contraire, les négociations entourant l'Article 50 ont montré une Europe des 27 unie dans son attachement au marché unique et son refus de faire des concessions qui « donneraient le mauvais exemple » à d'autres pays tentés par le retrait. A priori, le Brexit ne doit pas changer fondamentalement le fonctionnement de l'UE, surtout que le Royaume-Uni ne fait pas partie de la zone euro et de la zone Schengen (Matthijs 2017). Les fédéralistes espèrent toutefois qu'il permettra à l'UE de se concentrer sur son approfondissement, alors que les souverainistes pensent au contraire qu'il démontre l'importance de redonner des pouvoirs aux États nationaux. Entre ces deux options, il est possible que la voie de sortie de négociations qui s'annoncent difficiles passe par la redéfinition des rapports entre l'UE et ses principaux partenaires, incluant la Suisse et la Turquie. Nous abordons ces scénarios plus en détail dans la section suivante.

Au niveau continental, l'enjeu principal est celui de la sécurité européenne. Même s'il n'a pas miné la solidarité politique de l'UE, le Brexit montre une Europe divisée. Cette division s'ajoute aux tensions très fortes dans la relation transatlantique depuis l'élection de Donald Trump. Ce contexte est propice à une détérioration du contexte stratégique, avec la possible multiplication de nouvelles zones de friction comme en Ukraine, voire à une course aux armements désordonnée.

La sécurité européenne ne dépend pas essentiellement de l'UE mais de l'OTAN, où le Royaume-Uni continuera à jouer un rôle important. La Russie cherche sans aucun doute à tirer profit de la désunion européenne, qui lui permet de regagner de l'influence dans ses

anciens pays satellites, éloigne les pays européens du « grand jeu » qui se dessine en Asie centrale et au Moyen-Orient, et lui donne, par défaut, un statut relativement plus élevé dans l'équilibre des puissances à l'échelle mondiale. Dans un contexte où la plupart des pays européens rehaussent leurs dépenses militaires, y compris au sein d'une future « Union de la défense », il est probable que le Royaume-Uni compense son retrait de l'UE par le choix d'un leadership plus important au sein de l'OTAN (Lindley-French 2017). Mais des négociations acrimonieuses avec l'UE autour ou une évolution marquée de la position américaine par rapport à la sécurité européenne pourraient invalider cette hypothèse.



**LES NOUVEAUX  
CONTOURS DE  
L'EUROPE**

SEC  
**2**  
TION

L'intégration à plusieurs vitesses a commencé en 1993, après la victoire du non au référendum danois sur le traité de Maastricht. L'adhésion du peuple danois a alors été conquise en offrant un « opt-out » à ce pays en matière de politique de défense et de justice. Depuis, la formule s'est popularisée comme moyen de contourner les blocages : exclusion du Royaume-Uni et de l'Irlande de la zone Schengen, suspension plus ou moins permanente de l'adhésion du Royaume-Uni, de la Suède et du Danemark à la zone euro, intégration différée et partielle des pays d'Europe centrale et orientale dans la zone euro et la zone Schengen.

Ceci a amené les chercheurs à se pencher sur les conséquences de l'intégration différenciée sur la dynamique politique européenne. Celle-ci se produit lorsque la législation de l'UE n'est pas uniformément appliquée dans tous les États membres, soit parce qu'au moins un État a obtenu une clause dérogatoire, soit parce qu'il en a été exclu. Selon Schimmelfennig et Winzen (2014), 40% des articles inclus dans les traités sont l'objet d'applications différenciées. De manière générale, on observe que l'intégration différenciée permet l'approfondissement de certaines politiques dans un contexte d'hétérogénéité croissante. Par exemple, les institutions de la zone euro ont pu être renforcées suite à la crise économique et financière grâce à l'adoption par 26 des 28 États, en 2012, du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, qui s'applique principalement aux 19 États membres de la zone euro. Néanmoins, l'intégration différenciée pose la question de la cohérence de l'UE et suscite la crainte de créer des citoyens de deuxième zone. Pour cette raison, elle n'est pas appréciée à Bruxelles.

Au cours des cinq prochaines années, deux « conjonctures critiques » détermineront la forme que prendra l'intégration différenciée sur la longue durée. Premièrement, nous verrons si les États se saisissent concrètement des dispositions élargies par le traité de Lisbonne quant à la possibilité de former des coopérations renforcées. Même si le dispositif est prometteur pour transcender certains blocages, rien n'est moins sûr. Les coopérations renforcées permettent à une avant-garde d'États de développer une coopération dans le cadre communautaire, en y instaurant la majorité qualifiée, après l'accord unanime des autres États membres qui ne souhaitent pas y participer. La Commission travaille dans cet esprit sur une taxe sur les transactions financières qui semble avoir perdu le momentum. La coopération renforcée est aussi mise de l'avant pour la défense européenne mais, jusqu'à maintenant, certains États comme l'Allemagne insistent pour que presque tous les États en fassent partie, ce qui dilue les ambitions de cette coopération.

Deuxièmement, nous commencerons à évaluer les effets du Brexit sur l'architecture politique du continent. Certains observateurs voient dans le retrait du Royaume-Uni l'occasion de développer une Europe à deux vitesses. Deux grands scénarios sont



envisageables. D'une part, un « partenariat continental » entre l'UE et les pays voisins (Royaume-Uni, Suisse, Norvège, Turquie...), ces derniers ayant accès au marché intérieur pour les biens et les services, mais ne seraient pas concernées par la mobilité des personnes. D'autre part, une division de l'UE elle-même en deux groupes, un « noyau dur » centré sur la zone euro, avec des politiques économiques et sécuritaires communes, et des pays à la marge qui participent essentiellement au marché unique.

Même s'il est trop tôt pour savoir quelle forme d'intégration différenciée prévaudra, deux facteurs indiquent que l'UE se resserra autour de son noyau dur de facto, la zone euro. Tout d'abord, le Brexit fera en sorte que 85% de l'économie sera désormais dans la zone euro et 93% de la population de l'UE vivra en zone Schengen. Les pays qui comme la Suède sont restés à l'écart vont être progressivement marginalisés dans la prise de décision. Ensuite, la phase des grands élargissements est terminée. Certains pays d'Europe centrale et orientale comme l'Estonie et la Slovaquie ont rejoint le cœur de l'Europe alors que d'autres, comme la Hongrie et la Pologne, vont peut-être décider de rester à l'écart. Mais aucune adhésion, par exemple celle de la Turquie, n'est envisageable puisqu'elle viendrait déséquilibrer la morphologie de l'UE.

# LES BLOCAGES DE L'INTÉGRATION



SEC

3

TION

## FACTEUR DE CONSERVATISME

L'accroissement tendanciel de l'euroscpticisme depuis le tournant des années 1990 est phénomène bien documenté. L'intégration européenne ne peut plus compter sur un « consensus permissif » d'opinions publiques acquises ou au moins indifférentes au projet. Dans tous les pays de l'UE, une partie importante, parfois majoritaire de la population se défie de l'UE. Dans la plupart des pays, cette opinion trouve des relais au sein de partis politiques qui influencent les débats vers le nationalisme. Dans certains pays, ces partis s'approchent du pouvoir.

Les politologues parlent de « dissensus contraignant » pour décrire la difficulté croissante qu'éprouvent les dirigeants politiques à faire les compromis nécessaires pour rendre la coopération possible (Hooghe et Marks 2009). Dans certains cas, la contrainte est instrumentalisée par les dirigeants eux-mêmes. Par exemple, les opinions publiques polonaises ou hongroises sont moins euroscptiques que ne laisse croire le discours de leurs dirigeants populistes.

Néanmoins, la contrainte de l'opinion s'est approchée d'un blocage à plusieurs occasions au cours des quinze dernières années. Même si le référendum irlandais sur le traité de Nice avait lancé un avertissement, le premier coup de semonce est venu avec les rejets français et néerlandais du traité constitutionnel, en 2005. On découvre que les gouvernements de plusieurs pays de l'Est ayant adhéré en 2004 (Hongrie, Pologne, Bulgarie, Slovaquie...) n'entendent pas se conformer aux attentes libérales de l'UE en matière d'État de droit, alors que d'autres résistent fortement au partage de la souveraineté (Tchéquie). Chaque élection au Parlement européen se traduit par une augmentation du vote des partis euroscptiques. En raison de la politique d'austérité, les opinions traditionnellement europhiles de la Grèce et l'Italie se retournent contre Bruxelles, accusée de prêcher l'austérité et de ne pas apporter une réponse adéquate au défi migratoire.

Considérant l'évolution du paysage politique dans les États-membres et au niveau européen, chacune des prochaines échéances électorales sera l'occasion d'un moment d'anxiété sur la possibilité d'une victoire populiste ou anti-européenne. Ces partis représentent actuellement la première force aux parlements italien et polonais, la deuxième aux parlements néerlandais, et la troisième aux parlements allemand et autrichien et le quatrième au parlement français. En fonction des systèmes électoraux, il est probable que des partis euroscptiques et/ou populistes se retrouvent au gouvernement de quelques États-membres au cours des prochaines années. L'UE va devoir apprendre à composer avec cette réalité peu favorable au développement d'instruments de solidarité ou à l'approfondissement de l'union économique et monétaire.

L'amélioration de la situation économique laisse entrevoir un léger tassement des forces anti-européennes. Depuis 2015, le soutien de l'opinion publique à l'UE est revenu à son niveau de 2010 (Commission européenne 2017, 12-15). L'échec du Front national aux élections françaises de 2017, l'entrée du FPÖ (extrême droite) dans la coalition de gouvernement en Autriche en 2018 et la normalisation du Mouvement 5 étoiles ont amené les partis les plus anti-européens à modérer leur discours, substituant un discours sur les frontières et la migration à une rhétorique contre la monnaie unique.

La question des frontières, justement : depuis 2015, les flux migratoires ont considérablement diminué en Europe. Cela a été en grande partie rendu possible par l'action de la Turquie qui bloque les candidats à l'émigration sur son territoire. Le président Erdogan utilise ouvertement la coopération de son pays comme monnaie d'échange dans ses relations avec l'UE. Jusqu'à maintenant, même s'il a peu obtenu des Européens, il garde cette carte en réserve. Mais la tentation d'ouvrir les vannes demeure très réelle et relancerait à coup sûr un débat sur la migration qui est loin d'être tiède, favorisant les forces populistes.

Le scénario le plus probable n'est pas que les forces populistes fassent dérailler les institutions européennes, mais qu'elles accentuent le dissensus contraignant en leur sein. Même s'ils arrivaient au pouvoir, le Front national ou la Lega, à l'image du FPÖ autrichien, modèreront leur discours anti-européen tout en essayant de gripper la machine de l'intérieur. Des partis traditionnels comme les Républicains ou Forza Italia reprendront de leur côté l'exemple du Fidesz hongrois pour promouvoir une Europe plus conservatrice, plus nationaliste. Il en résultera une Europe institutionnellement stable mais dont le centre de gravité sera nettement plus souverainiste et moins libéral qu'actuellement.



# **L**A POLITISATION DE DE L'EUROPE

SEC

**4**

TION

## LA POLITISATION ENTRAÎNERA-T-ELLE PLUS D'INTÉGRATION OU DE CONFLIT ?

Le président Jean-Claude Juncker est arrivé à la tête de l'exécutif européen en promettant une « Europe politique », seule façon selon lui de mener sa « Commission de la dernière chance ». En effet, son mandat (2014-2019) est caractérisé par une forte politisation du processus décisionnel et de l'image de l'UE. Fort de sa légitimité comme Spitzenkandidat victorieux, Juncker revendique une action s'appuyant sur la « grande coalition » des deux grands partis, attentive aux dynamiques partisanes à Bruxelles comme dans les États-membres, et n'hésitant pas à intervenir dans la politique interne des États-membres au nom de l'intérêt européen. Pendant ce temps, le Conseil des ministres a continué à exprimer des clivages droite-gauche dans un contexte où son implication a été accrue depuis la crise économique et financière (Bickerton et al. 2014).

L'enjeu est ici de savoir si l'UE est une organisation internationale qui fonde son autorité sur les traités ou un gouvernement supranational qui assume son rôle politique et donc son pouvoir discrétionnaire par rapport aux États-membres. C'est le rôle politique qui est revendiqué lorsque la Commission souhaite imposer des quotas de répartition des demandeurs d'asile aux États-membres, ou lorsque le Conseil prend des libertés par rapport au pacte de stabilité dans l'appréciation des budgets nationaux. L'UE joue aussi un rôle politique lorsque la Commission tente de former des alliances avec le Parlement contre le Conseil, ou mobilise certains États contre d'autres (Jabko 2009).

Jusqu'à maintenant, la stratégie de la politisation a plutôt bien servi l'UE. Mais il y a un risque que, sur certains dossiers, la corde se tende et casse. Les interventions du président de la Commission dans la politique nationale, comme lors des élections italiennes, ou la procédure d'article 7 déclenchée à l'encontre de la Pologne peuvent braquer les gouvernements ou les opinions, surtout lorsque Bruxelles mise sur le mauvais cheval. Le risque est également perceptible en matière d'affaires économiques et financières où certains gouvernements reprochent à la Commission de ne pas avoir respecté son mandat de « gardienne des traités » en faisant preuve de souplesse à l'égard de certains pays (Italie, France...) dans l'application de la procédure de déficit excessif.

En faisant de la politique, les leaders européens font des gagnants et des perdants. D'un côté, ils prennent acte du fait objectif que les politiques adoptées à Bruxelles ont des effets redistributifs. De l'autre, ils jouent un jeu dangereux lorsque les positions idéologiques et les positions sur l'intégration européenne se mêlent (Hix et Bartolini 2006). Les tractations qui occuperont une bonne partie de l'année 2019 sur la nomination des futurs dirigeants européens (Commission, Conseil, Parlement) permettront de vérifier dans quelle mesure Bruxelles a réussi à imposer sa lecture « européenne » au détriment de la lecture « nationale » de la politique. Mais plus largement, on doit s'attendre à des tensions entre les partisans d'une Europe politique/idéologique et ceux d'une Europe technocratique/juridique, entre ceux qui veulent « démocratiser l'Europe », au risque de raidir les oppositions, et ceux qui veulent euphémiser les conflits, au risque d'accroître le déficit démocratique (Vauchez 2014).

Car les choses vont se compliquer au cours des cinq prochaines années. Pendant longtemps, une « Europe politique » signifiait « plus d'Europe ». Aujourd'hui, une Europe politique peut aussi vouloir dire une Europe traversée par les conflits exposés sur la place publique, incluant dans le jeu politique feutré de Bruxelles des positions hostiles à la construction européenne, hostiles à la construction européenne « telle qu'elle se fait » (altereuropéistes à la Mélenchon) ou, et ce serait la situation la plus explosive, hostile à certaines parties de l'Europe. Sur ce dernier point, la crise économique et le défi migratoire de la dernière décennie ont mis au jour deux clivages qui pourraient s'institutionnaliser à plus long terme : le clivage entre les créditeurs et les débiteurs (en gros, les pays du Nord et les pays du Sud) et le clivage entre pays libéraux et pays conservateurs (en gros, l'Ouest et l'Est).

Ces deux clivages ne se résument ni au clivage économique gauche-droite ni au clivage culturel intégration-démarcation qui ont longtemps structuré l'espace politique européen (Kriesi 2016). Dans le clivage qui oppose les créditeurs aux débiteurs, les socialistes néerlandais ou allemands sont plus proches des conservateurs de leur propre pays que de leurs pairs italiens ou espagnols. Sur la question des valeurs, les socialistes slovaques ou bulgares ne sont pas très éloignés de la droite radicale d'Europe occidentale. Au-delà d'une stratégie politique, la politisation devient donc une source de conflits potentiels qui peuvent être activés par des dirigeants ou des forces partisans, créant un « théâtre politique » européen plus agité. Bruxelles se rapprochera ainsi un peu de la politique nationale.

Pour paraphraser Mark Twain, les rumeurs de la mort de l'Union européenne ont été largement exagérées. La fin des élargissements et la sortie du Royaume-Uni devraient permettre une plus grande homogénéité de l'Union en raison d'un resserrement probable autour du noyau de la zone euro. Le Brexit (comme les menaces de Grexit en 2015) lance le message qu'il est possible de quitter ou d'être poussé hors de l'UE, ce qui diminue la force du chantage exercé par les plus récalcitrants. L'intégration différenciée, finalement, rend possibles de nouvelles configurations au sein desquelles l'homogénéité des uns va s'accroître en laissant les autres de côté.

Pour autant, il serait présomptueux d'affirmer que l'UE traversa indemne les prochaines années. Notre analyse indique que le niveau de conflictualité sur la scène politique européenne a été élevé d'un cran par la montée des forces populistes antisystème dans les pays membres de l'Europe. Empruntant une stratégie anti-élites et anti-pluraliste, ces forces populistes incarnent une « démocratie illibérale » (Müller 2016, Mounk 2018) qui s'oppose de plus en plus au « libéralisme non-démocratique » qu'incarnerait l'Union européenne. Même si elles ne gagneront pas les élections la plupart du temps, ces forces politiques ont la capacité d'accroître la contrainte sur les dirigeants européens, surtout lorsqu'elles s'institutionnalisent, comme en Hongrie. Or, dans un effet paradoxal, cette remise en question forcée du statu quo risque de rendre le compromis encore plus difficile à Bruxelles et contraindre l'UE à un plus grand conservatisme, nourrissant ainsi davantage la critique portée par les forces populistes.

Plus que jamais, le triangle Berlin-Paris-Bruxelles est un allié naturel du Canada sur les grands enjeux multilatéraux comme les changements climatiques, la libéralisation des échanges ou le maintien de la paix. Sur le plan économique, le Brexit obligera notre pays à faire preuve de doigté s'il souhaite préserver un équilibre entre deux partenaires commerciaux à peu près équivalents dans leur relation bilatérale avec nous. Mais dans un monde où la « désoccidentalisation » et le « trumpisme » affaiblissent l'ordre international libéral, l'Europe restera le principal partenaire politique et idéologique du Canada.



## BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Bickerton, Christopher, Dermot Hodson, Uwe Puetter. 2014. « The New Intergovernmentalism: European Integration in the Post-Maastricht Era ». *Journal of Common Market Studies*. 53(4) : 703-22.

Commission européenne 2017. « L'opinion publique dans l'Union européenne ». Eurobaromètre standard 88. Bruxelles, DG Communication.

Hix, Simon, Stefano Bartolini. 2006. « La politisation de l'UE : remède ou poison ? » *Notre Europe Policy Paper*, no 19.

Hooghe, Liesbet, Gary Marks. 2009. « A Postfunctionalist Theory of European Integration : From Permissive Consensus to Constraining Dissensus ». *British Journal of Political Science*. 39(1) :1-23.

Jabko, Nicolas. 2009. *L'Europe par le marché. Histoire d'une stratégie improbable*. Paris, Presses de Sciences Po.

Kriesi, Hanspeter. 2016. « The Politicisation of European Integration ». *Journal of Common Market Studies*. 54(1) : 32-47.

Lindley-French, Julian. 2017. « Brexit and the Shifting Pillars of NATO ». *Canadian Global Affairs Institute Policy Paper*, Novembre.

Matthijs, Matthias. 2017. « Europe After Brexit. A Less Perfect Union ». *Foreign Affairs* 96 (1) : 85-95.

Mounk, Yascha. 2018. *The People vs Democracy*. Cambridge, Harvard UP.

Müller, Jan-Werner. 2016. *Qu'est-ce que le populisme ?* Paris, Premier parallèle.

Rhodes, Martin. 2016. « Brexit – a disaster for Britain and for the European Union », in Hubert Zimmermann & Andreas Dür. *Key Controversies in European Integration*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 252-258.

Schimmelfennig, Frank, Thomas Winzen. 2014. « Instrumental and constitutional differentiation in the European Union ». *Journal of Common Market Studies*. 52(2) : 354–370.

Vachez, Antoine. 2014. *Démocratiser l'Europe*. Paris, Le Seuil.